

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

Illusoire Ingérence

Rony Brauman

Novembre 2003

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Illusoire ingérence

Rony Brauman

Le 17 octobre dernier, le Conseil de sécurité entérinait à l'unanimité l'intervention et l'occupation américaine en Irak. Le souci affiché de préserver l'unité de la « communauté internationale » masquait mal la véritable raison de cette décision, à savoir la peur d'une confrontation directe et durable avec la puissance américaine. Nombre de diplomates et fonctionnaires de l'ONU en parlaient dans ces termes sous couvert d'anonymat. Sans doute ce consensus de façade est-il appelé à évoluer en fonction de la situation politique en Irak. Quoiqu'il en soit, quatre ans après la guerre du Kosovo, le « droit d'ingérence » semble être passé du baptême à la confirmation. Pour ses promoteurs, qui ont approuvé l'intervention américaine dès son début, un pas formidable a donc été franchi avec cette nouvelle légalisation onusienne d'une guerre pour la démocratie.

Passons ici sur le fait que Wladimir Poutine, le massacreur de Tchétchènes courtisé autant par les Etats-Unis que par l'Europe, soit l'autre grand gagnant de cette pathétique bataille. Passons encore sur les mensonges inouïs de la coalition et sur les procédures d'exception installées par le *Patriotic Act* en vigueur Outre-Atlantique. Les omelettes, on le sait, ne se font pas toutes seules, il faut bien que quelqu'un casse les œufs. Les grandes causes ont un prix, l'élimination d'un régime de terreur vaut bien quelques accommodements avec la morale et le droit. Pour avoir été favorable à l'intervention au Kosovo tout en étant conscient que des innocents y laisseraient leur vie, pour être convaincu qu'il est des guerres nécessaires, à défaut de croire à l'existence de guerres justes, j'accepte qu'une guerre puisse être un moindre mal face à une tyrannie.

Reste que cette morale perd toute consistance si elle prétend s'abstraire des pesanteurs du politique. Ceux qui militaient, au temps de la guerre de Bosnie, pour une intervention militaire européenne mettant un terme à l'agression serbe, savaient qu'ils faisaient écho aux attentes de la partie agressée. De même au Kosovo, où le sentiment de la population kosovar albanaise envers les forces de l'Otan ne faisait aucun doute. Ou encore au Timor, lorsque le débarquement des troupes australiennes signifiait la fin d'une occupation étrangère et de son cortège d'atrocités. Dans toutes ces situations, comme au Kurdistan irakien d'ailleurs, les forces étrangères étaient attendues et furent accueillies comme libératrices. Pourquoi ? Parce que, dans ces conflits où la dialectique des minorités est centrale, les interventions internationales se sont chaque fois rangées au côté d'un nationalisme contre un autre. A juste titre selon moi, dans les cas précédemment cités, mais on peut les approuver sans ignorer que c'est la nation qu'elles apportaient dans leurs fourgons, et non la démocratie comme beaucoup ont voulu le croire. Ce n'est pas nécessairement contradictoire, mais c'est différent. Les stratèges du Pentagone semblent ignorer cette différence, tout comme leurs défenseurs en Europe.

A supposer que l'instauration d'une démocratie ait été l'un des objectifs américains en Irak, ils auraient pu se souvenir que l'imposition de la démocratie par les armes étrangères n'a rien produit d'autre dans l'histoire que du nationalisme anti-démocratique. C'est ce que la vision juridico-morale du monde exprimée dans les termes du « droit d'ingérence » ne peut saisir. L'idéal des droits de l'homme doit nous orienter, mais il ne nous aide pas à y voir clair, pas plus qu'une boussole n'indique le relief. « Jamais on n'a vu aussi bien l'impuissance de la victoire » disait Hegel de Napoléon le conquérant. Les tenants du droit d'ingérence, qui confondent démocratie conquérante et conquête démocratique vont avoir l'occasion de méditer leur victoire, face au premier véritable accomplissement du rêve. Quant à l'ONU, qui n'en peut mais, on espère qu'elle se tiendra aussi loin de ce piège que possible.